

La confusion règne au “Pays des hommes intègres”

Burkina Faso Des violences ont éclaté, alors qu'une sortie de crise semblait se profiler ce week-end.

Les protagonistes de la crise au Burkina Faso se sont retrouvés dimanche à Ouagadougou pour dévoiler les grandes lignes du plan de sortie de crise, née du coup d'Etat du 17 septembre orchestré par le général Gilbert Diendéré. La veille, le président béninois, Thomas Boni Yayi, un des médiateurs avec le président sénégalais, Macky Sall, avait promis “une bonne nouvelle”, laissant entendre un retour du gouvernement de transition en place avant ce coup de force.

Mais un coup de théâtre est survenu dimanche: une centaine de partisans des putschistes ont en effet fait irruption dans l'hôtel où les médiateurs devaient finaliser cet accord. Plusieurs négociateurs et journalistes présents sur place ont été violemment pris à partie. Arrivés dans un premier temps dans l'enceinte de l'hôtel, ces hommes ont réussi à forcer le passage dans le hall de l'établissement où ils ont saccagé le mobilier, avant de quitter les lieux. “On veut que Diendéré reste et qu'il organise rapidement des élections comme il l'a promis. On se tue dans le quartier et dans le pays à cause de l'exclusion, il faut des élections inclusives”, a déclaré sous couvert d'anonymat un sympathisant de Diendéré. Les autorités françaises et américaines ont annoncé que leurs ambassadeurs respectifs, qui étaient présents sur place, allaient bien. L'ambassade de France a toutefois recommandé “un confinement immédiat à domicile” aux ressortissants français présents à Ouagadougou

“en raison de la multiplication des manifestations ce matin, qui peuvent prendre un tour dramatique”.

Le 17 septembre, des hommes du RSP – Régiment de sécurité présidentielle (RSP) – ont renversé les institutions de transition du Burkina Faso. Commandant du RSP, le général Gilbert Diendéré est très proche de l'ex-président Blaise Compaoré – écarté du pouvoir par un soulèvement populaire en octobre 2014 – dont il a été pendant des années le chef d'état-major personnel. Il reproche aux autorités installées après la chute de Compaoré d'avoir dévoyé le processus de transition démocratique, notamment en excluant les partisans de l'ex-homme fort des prochaines élections, prévues en octobre, pour achever la période de transition.

Juste avant que les violences n'éclatent dans le hall de l'hôtel, d'autres sympathisants du mouvement “Balai citoyen” – en pointe du soulèvement populaire contre le président Compaoré – s'étaient de leur côté pressés devant cet établissement avant d'être dispersés par des forces de l'ordre.

Au moment de boucler cette édition, on ignorait toujours si les discussions prévues avaient pu avoir lieu.

(D'après AFP et Reuters)

Une centaine de partisans des putschistes ont fait irruption dans l'hôtel où les médiateurs devaient finaliser une sortie de crise.